

LES JEUNES

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LA RÉPARTITION DES SUBVENTIONS—LES CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES QUANT AUX SALAIRES HEBDOMADAIRES

[Traduction]

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Fera-t-il une déclaration à l'appel des motions exposant les mesures prises par le gouvernement en vue de veiller à une répartition plus équitable des subventions du programme Perspectives-Jeunesse aux jeunes de classes sociales différentes? En particulier, quels sont les critères utilisés pour garantir une juste répartition de ces subventions aux jeunes des familles à revenu faible?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si je répondrai par une déclaration à l'appel des motions...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Faulkner: ... mais j'aimerais m'attarder sur ce sujet. Les deux points soulevés par le député sont importants. Ce qui faisait par le passé la force du programme Perspectives-Jeunesse, c'était que les économiquement faibles et les régions éloignées en profitaient. J'aimerais trouver une méthode me permettant de renseigner la Chambre.

M. l'Orateur: Le député de York-Simcoe.

M. Symes: J'aimerais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Nous pourrions peut-être autoriser le député de Sault-Sainte-Marie à poser une question supplémentaire. La présidence donnera ensuite la parole au député de York-Simcoe puis nous passerons à l'Ordre du jour.

M. Symes: Le secrétaire d'État pourrait-il nous dire s'il a tenu des consultations avec les ministres provinciaux responsables de l'enseignement post-secondaire, au sujet des besoins financiers des étudiants, avant d'établir le taux de salaire hebdomadaire prévu aux termes du programme Perspectives-Jeunesse et qui a été annoncé dernièrement?

L'hon. M. Faulkner: Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES AÉROPORTS

PICKERING—LES TERRES EXPROPRIÉES ET LE PROJET DE RÉSERVES FONCIÈRES

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports ou au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Étant donné le grand intérêt que l'on porte au projet d'aéroport de Pickering, le ministre des Transports pourrait-il nous dire si le gouvernement envisage maintenant d'utiliser les terrains qui font actuellement l'objet d'une ordonnance d'expropriation dans la région de Pickering à la constitution de réserves foncières plutôt qu'à la construction du second aéroport de Toronto?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je pense avoir dit à la Chambre que nous

Questions orales

avons reçu le rapport de la commission qui a fait enquête sur les expropriations. Nous l'étudions présentement, et le cabinet devra prendre une décision à ce sujet d'ici le 2 février. A ce moment-là, l'honorable député saura sans doute exactement ce que le gouvernement aura décidé quant à l'aéroport de Pickering.

[Traduction]

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que le ministre ait bien compris ma question. Je ne parle pas du rapport Swackhammer mais de la nouvelle décision qui, sauf erreur, lui a été proposée ou recommandée. Ma question est la suivante: a-t-on décidé d'employer ces terrains pour constituer des réserves foncières plutôt que pour construire le second aéroport de Toronto?

L'hon. M. Marchand: La réponse est non, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Comme c'est le dernier jour du débat sur la motion d'adresse en réponse au discours du trône, le leader du gouvernement à la Chambre pourrait peut-être indiquer quels sont les travaux prévus pour le reste de la semaine, pour la semaine prochaine et pour l'avenir, aussi loin qu'il puisse prévoir l'avenir.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, nous nous proposons demain de mettre en délibération le projet de motion tendant à la création d'un comité spécial mixte d'enquête sur les prix de l'alimentation. Ensuite, je voudrais mettre en délibération les bills concernant l'assurance-chômage, notamment le bill n° 1. Suivant les progrès que nous aurons accomplis dans l'étude de ces mesures, nous étudierons le bill touchant la peine capitale.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, au sujet de l'ordre des travaux, puis-je poser une question au leader du gouvernement à la Chambre? Étant donné la confusion qui entoure la hausse automatique des pensions attendue en avril et la promesse du gouvernement de relever de façon substantielle le taux des pensions, est-ce que le gouvernement présentera le bill sur les pensions prochainement, afin que les gens sachent aussitôt que possible...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: Vous avez voté contre cela.

L'hon. M. MacEachen: Oui, monsieur l'Orateur. Le mot «prochainement» peut s'interpréter de différentes façons, mais la présentation de ce bill aura lieu aussitôt que possible. Elle ne sera pas retardée.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Bon.

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser la question de privilège.